

Médico-psycho-social - soins - santé - aller vers - accompagnement - écoute - orientation



# SUDINFO

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION,  
DE REFLEXION ET D'EXPRESSION  
de la Section syndicale Sud Santé Sociaux  
à destination des agent(e)s du Samusocial de Paris

Membre de l'Union syndicale  
**Solidaires**

N° 23

Avril

2020

Protections

Maintien des salaires

Comité technique (CM) - Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail (CHSCT) - Droit d'Alerte

## CRISE DU COVID19 : UNE NOUVELLE ÈRE A PRÉPARER POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE ET SANITAIRE

**D**epuis plusieurs semaines, tout un pan de notre société est sur le front, en première ligne, face à un danger déclaré, la pandémie dite de Covid19 : nouvelle menace inattendue, globale et diffuse dans le temps et l'espace. Nos corps en subissent les conséquences en reconfigurant notre gestuelle quotidienne et notre posture d'esprit au moyen des gestes barrières : toujours alertes, faisant preuve parfois de suspicion les un(e)s les autres, ou encore de panique.

Sur le front, des hommes et des femmes-personnel soignant, personnel social, grandes surfaces, hygiène, transport, la logistique, les forces de l'ordre... En grande partie les plus précaires qui travaillent au noir, ou qui d'habitude n'ont pas de travail et qui là, voient une occasion de remplacer les absents et les absentes. Souvent cette répartition, qu'on le veuille ou pas, est aussi ethnicisée. Le télétravail concerne également de nombreuses personnes. D'autres sont obligé(s) de rester à garder les enfants, des parents, ou arrêtés car présentent un risque de développer une forme grave de Covid19. Le chômage a touché beaucoup de monde, rémunéré ou non, ainsi que des licenciements ou des non-reconductions de contrats. Il y a les personnes et les familles à la rue, qui n'ont pas d'endroit où se confiner. Enfin, il y a celles et ceux qui aujourd'hui défient la mort au plus près et les deuils qui s'en suivent parfois.

Les annonces du gouvernement ont tout le lexique de la rassurance pour ce qui est des travailleurs/euses ainsi que pour les plus vulnérables de la société. Le discours sur la pandémie reste tout de même alarmant. L'Occident n'était pas prêt à affronter une pandémie de cette envergure. Peut-on l'être ? Combien de pandémies ont néanmoins été évitées en Occident depuis celle du Sida dans les années 80', grâce à toute une série de mesures et de précautions ? Seraient-ce ces mesures qui auraient baissé la garde depuis quelques temps ? Serait-ce le virus

qui serait en lui-même plus agressif ? Il y a des réponses à ces questions, qui se contredisent dans les milieux scientifiques, politiques et médiatiques.

Une évaluation de ce lexique de rassurance du gouvernement s'impose alors face aux milliers de réalités diverses et variées rapportées par-ci par-là, tout en sachant, qu'aujourd'hui, « être sur le terrain », sur tout le territoire français, pour recouper des informations, est devenu aussi difficile que pour les reporters de guerre.

Nous avons le témoignage direct de nos collègues Sud Santé Sociaux qui travaillent dans les hôpitaux, dans les maternités, les associations d'accompagnement social pour le compte de l'Aide Sociale à l'Enfance ou pour les personnes souffrant d'addictions ou en situation de rue. Les discours que nous recevons de ce front-là, sont moins fatalistes dans le ton et la forme, que ne le sont ceux des médias et des politiques. Ils n'en sont pas moins aussi réalistes, si ce n'est plus. Chaque section syndicale Sud Santé Sociaux nous rapporte autant que possible leurs différentes réalités. Il s'agit certes d'énumérations de victimes parmi le personnel, mais aussi de descriptions d'organisations de travail efficaces, nous enseignant les protocoles et les gestes qui les protègent tout comme les personnes soignées, ainsi que des plateformes revendicatives. Encore faut-il en tirer des leçons et élargir les formations préparant à des pandémies, toute en intégrant dans nos vie, dès aujourd'hui, de nouveaux modes de vie et de nouvelles habitudes d'hygiène et de respect de notre santé et de celle des autres.

Le droit syndical et les libertés individuelles, n'ont pas été supprimés. Nos missions syndicales restent intactes et plus que jamais elles prouvent leur caractère essentiel face aux risques encourus et dénoncés pour les travailleurs/euses. Nous poursuivons nos luttes et nos revendications.



**Exemples de gestions de crise Covid19 dans différentes entreprises et établissements :**

**ECOUTANT(E)S EN TELE-TRAVAIL :**

Certaines plateformes téléphoniques en charge de venir en aide à la population, ont fermé leurs locaux, dès le 17 mars 2020, pour la première fois en 30 ans. Les écoutant(e)s télé-travaillent. Si ce n'est pas possible, leur salaire est maintenu. Il leur a été fourni des téléphones, des casques et un ordinateur portable avec les logiciels nécessaires. Les appels sont redirigés sur leurs téléphones cellulaires. Les administratifs étaient déjà en télétravail depuis plusieurs années. La direction réfléchit à une valorisation pour celles et ceux qui travaillent. Le nombre d'appels a augmenté, notamment de la part de travailleurs/euses sociaux/ales en lien avec l'ASE.

**SERVICE D'AIDE ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET LOGEMENT POUR DEMANDEURS D'ASILE :**

La direction a plutôt bien anticipé la crise : achat de gels, lingettes et sensibilisation aux gestes barrières, avec une réorganisation de l'accueil du public et la mise en place du **Plan de Continuité de l'Activité (PCA)**, en lien avec les **représentants du personnel** et transmis à la **médecine du travail**, qui permet de déterminer clairement et en toute transparence les **missions essentielles** qui doivent être sauvegardées, qui peut **télétravailler** et qui non. Du **matériel informatique** avait déjà été commandé avant le 12 mars pour le travail à domicile. Les **tickets restaurant** sont maintenus et les **congés enfants malades** pourront être utilisés. La section reste vigilante à l'imposition ou non de **jours RTT** ou **congés annuels**, ainsi que sur la prise en compte des différents **arrêts** et le versement des **indemnités**. Des agent(e)s volontaires donneront un coup de main à d'autres associations qui travaillent avec le public **sans-abri**.

*PCA*

**STRUCTURE D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHIATRIQUE :**

D'autres directions ont aussi réagi relativement tôt et tout le monde est passé rapidement en **Plan Blanc**. Pour les femmes enceintes, les personnels en **ALD (Affection Longue Durée)**, avec une fragilité ou devant garder leurs enfants ont leurs sa-

laire maintenus. Des administratifs, des psychologues et travailleurs/euses sociaux/ales font du télétravail. Il y a un effectif réduit pour économiser sur le long terme. Ce qui manque sont le **matériel de protection** contre la contagion et les **tests Covid19**. La direction a réclamé à l'**ARS** du matériel. Par ailleurs il n'y a pas de chômage partiel. Ce qui reste préoccupant, reste notamment la pédopsychiatrie. Plusieurs enfants et familles se retrouvent démunies de soins et avec peu ou pas d'accompagnement. Un numéro d'appel a été mis en place pour y pallier.

*Demander des comptes des Grèves*

**COMMUNIQUE DU FCPTS SUR LE 115 :**

**La Fédération des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (FCPTS)** a lancé le 2 avril 2020 un communiqué pour alerter sur la réalité des sans-abris pendant le confinement. Des médecins de ville, des infirmiers/ères, pharmacien/nnes et soignant(e)s de premier secours, voient dans leurs cabinets et maisons de santé, des personnes sans-abri qui viennent suite à la fermeture de plusieurs structures d'aide. Des gymnases seraient ouverts, et des chambres d'hôtel réquisitionnées. Mais comment y adresser les patient(e)s ? Malgré les tentatives d'appel au 115, en vain (...). La fédération proteste donc contre cette absurdité de santé publique. Elle demande aux pouvoirs publics de donner les moyens nécessaires pour que, en 2020, en plein danger sanitaire, le 115 décroche dans un délai respectueux, c'est-à-dire en moins de 15 minutes. Pour protéger les patient(e)s, pour protéger la population. (Signataires : CPTS 20°, du 13°, du 14°, du 18° et du 10°).

*P é t i t i o n « Le Jour d'après » Mission d'Enquête Réquisitions des usines*



Médico-psycho-social - soins - santé - aller vers - accompagnement - écoute - orientation

Comité technique (CM) - Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail (CHSCT) - Droit d'Alerte